Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 14, du 1^{er} au 7 avril 2019

- Nigéria : Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations au titre de l'article IV de 2019 ; le Nigéria ne veut plus accorder de projet d'exploitation gazière sans mesures contre le torchage ; l'Etat d'Ondo signe un protocole d'accord pour une raffinerie à 500 M USD ; Air Peace signe une commande pour 30 avions E195-E2 avec Embraer ; Access Bank émet 15 Mds NGN (37,2 MEUR) d'obligations vertes ;
- Ghana : Le Ghana a achevé son programme avec le FMI ; 272 établissements de microfinance sous stress financier selon la Banque centrale ; les valeurs de la Bourse ghanéenne dévissent au premier trimestre ;
- Libéria : Projet de construction d'un marché pour 3,8 M USD financé par le Japon ;
- Sierra Leone : L'Etat interdit la pêche industrielle et les exportations de poisson durant le mois d'avril ; Orange et Ericsson s'associent pour développer la 4G.

Nigéria

Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations au titre de l'article IV de 2019.

La revue annuelle du FMI dans le cadre des consultations au titre de l'article IV confirme le redressement de l'économie nigériane en 2018 avec une croissance du PIB de 1,9% contre 0,8% l'année précédente. Cette tendance s'explique par le redressement de la consommation privée (en particulier dans les services) et des prix du pétrole, la convergence des taux de change et les efforts déployés pour améliorer le climat des affaires. Néanmoins, en l'absence de réformes, la croissance projetée pour 2020 atteindrait 2,5%, soit une croissance du PIB par habitant nulle. L'inflation, estimée à 12,1% en 2018, passerait à moyen terme sous la barre des 12% mais resterait au-dessus de la fourchette cible de 6-9 % fixée par la Banque centrale. Les revenus totaux de l'Etat (8% du PIB l'année dernière, dont plus de la moitié issus du secteur pétrolier) et ses dépenses totales (12,5% du PIB, dont 3,3% du PIB d'investissements publics) évolueraient peu, voir à la baisse, d'ici 2020. Le déficit budgétaire resterait supérieur au niveau actuel (4,5% du PIB en 2018), ce qui entrainerait une hausse de la dette publique. Le <u>Debt Management Office (DMO)</u> estime cette dernière à 24 387 Mds NGN (79,7 Mds USD), soit 28,4% du PIB selon les chiffres du FMI. La part du paiement des intérêts de la dette dans les revenus de l'Etat fédéral devrait néanmoins diminuer avec la priorité donnée par le gouvernement au financement externe (dont les taux d'intérêt sont moins élevés). Selon le DMO, le ratio dettes externe / domestique était ainsi de 32:68 fin décembre 2018, contre 27:73 un an auparavant. Les projections du FMI estiment en conséquence que le stock de dette externe (publique et privée) devrait augmenter de 20% en deux ans, par rapport à 63,4 Mds USD en 2018. En parallèle, le volume de crédit octroyé au secteur privé et le poids de l'investissement privé dans l'économie nigériane (9,9% du PIB en 2018) devraient peu évoluer.

Le Migéria ne veut plus accorder de projet d'exploitation gazière sans mesures contre le torchage. Le directeur général de la société publique nigériane du pétrole (NNPC) a déclaré qu'aucun nouveau projet d'exploitation gazière ne serait approuvé s'il ne présentait pas de mesure claire pour réduire le torchage du gaz. Cette déclaration fait suite à une régulation plus restrictive mise en place par le gouvernement en 2018, visant à mettre fin à cette pratique à l'horizon 2020. L'objectif serait d'injecter dans les réseaux de distribution le gaz jusqu'ici brûlé, alors que 287 Mds de pieds cubes de gaz auraient été torchés au Nigéria en 2018, soit l'équivalent de 987 M USD de gaz naturel. Concernant la distribution, la société nigériane de fourniture de gaz et d'électricité, Axxela, vient d'inaugurer le réseau de gazoducs Greater Lagos IV. Développé par sa filiale Gaslink Nigeria, en partenariat avec la Nigeria Gas Marketing Company, l'extension du gazoduc aurait coûté 30 M USD et rejoindra Lagos Island depuis Ijora et approvisionnera des clients privés industriels et de petits producteurs d'électricité. La longueur et la capacité du gazoduc n'ont pas été révélées. Pour rappel, Axxela est née de la prise de participation du fonds d'investissement b ritannique Helios Investment Partners dans Oando Gas and Power, filiale d'Oando PLC. Axxela est aujourd'hui détenue à 100% par Helios.

L'Etat d'Ondo signe un protocole d'accord pour une raffinerie à 500 M USD.

<u>Crown Refinery & Petrochemical Limited, une société de raffinage de pétrole, a signé un protocole d'accord avec l'Etat d'Ondo pour la construction d'une raffinerie d'une valeur de 500 M USD dans la localité d'Ilaje</u>. La production de la raffinerie est initialement prévue à 30 000 barils par jour et pourrait atteindre 60 000 barils par jour à pleine capacité.

La durée de construction prévue est de 36 mois et jusqu'à 2000 emplois directs et indirects pourraient être créés. Avec aujourd'hui quatre raffineries en état de marche, d'une capacité de production combinée théorique de 445 000 bpj, le gouvernement ambitionne de transformer 70% de sa production brute de pétrole sur le sol national d'ici 2030. Pour rappel, une raffinerie d'une capacité de 650 000 barils par jour et d'une valeur totale de 14 Mds USD est en cours de construction par le groupe Dangote. Sa mise en production devrait avoir lieu d'ici à 2022.

Air Peace signe une commande pour 30 avions E195-E2 avec Embraer.

La compagnie aérienne nigériane Air Peace a signé une commande ferme de 10 biréacteurs E195-E2, d'une capacité maximale de 144 passagers, avec le constructeur aéronautique brésilien Embraer. Ce contrat, qui constitue la première commande pour le modèle E-2 en Afrique, comprend aussi un droit d'achat pour 20 avions supplémentaires du mê me modèle. Dans le cas où tous ces droits seraient exercés, la valeur du contrat serait de 2,12 Mds USD. Selon Embraer, plus de 90% des vols intra-africains partiraient avec moins de 150 passagers à bord et plus de 70% des destinations seraient desservies avec moins d'un vol par jour. A noter qu'il ne s'agissait pas de la première commande d'Air Peace avec Embraer, puisque Hopper, une filiale d'Air Peace, exploite déjà six ERJ145. Pour information, selon l'Autorité de l'aviation civile nigériane (NCAA), Air Peace était en 2018 le premier opérateur du marché domestique aérien au Nigéria, avec 22 055 vols transportant plus de 4,2 M de passagers, soit 40% du total. Pour rappel, selon la NCAA le marché domestique était composé de 9 compagnies aériennes nigérianes, qui ont opéré 59 818 vols pour un total de près de 10,1 M de passagers (en comparaison, Roissy CDG et Orly accueillent 100 M de passagers par an).

Access Bank émet 15 Mds NGN (37,2 MEUR) d'obligations vertes.

Premières obligations vertes d'entreprise du Nigeria et d'Afrique, les créances ont été émises sur le *Nigerian Stock Exchange* et le *FMDQ OTC Securities Exchange*, les deux principales plateformes d'échanges de titres au Nigéria. Les obligations ont une échéance de 5 ans pour un taux fixe de 15,5% et doivent servir à financer des projets d'investissements environnementaux. La banque d'investissement Chapel Hill Denham a servi d'arrangeur principal et conseiller financier à Access Bank. Par ailleurs, le groupe bancaire panafricain <u>Ecobank a annoncé l'injection de 64 M USD dans sa filiale nigériane</u>, suite à la décision d'adopter le taux de change du marché de 364 NGN/USD plutôt que le taux officiel de 306 NGN/USD. Ecobank est présente dans 36 pays du continent et dispose d'une licence d'exploitation à Paris. Le total de ses actifs représentait 22,6 Mds USD en 2017, dont 8,8 Mds USD (39%) issus des pays membres de l'UEMOA et 5,4 Mds USD du Nigéria (24%).

Ghana

Le Ghana a achevé son programme avec le FMI.

Débuté en 2015, le programme de facilité élargie de crédit avait été approuvé pour un montant de 925,9 M USD (180% du quota) sur 3 ans. Il a contribué à stabiliser la situation macroéconomique du pays. La croissance du PIB (8,1% en 2017, 5,6% en 2018 et 7,6% attendu en 2019) reste plutôt forte et reçoit désormais l'impulsion du secteur des hydrocarbures. L'inflation a fortement ralenti et atteint aujourd'hui 9,4%. Enfin, le déficit public courant est stabilisé grâce aux efforts menés en matière de dépenses publiques. Des vulnérabilités persistent toutefois. La collecte fiscale au Ghana est faible (14,5% contre 18% en moyenne en Afrique sub-saharienne) ce qui va continuer de contraindre les marges budgétaires du gouvernement. Les ratios d'endettement public et de service de la dette n'ont pas suffisamment reflué : 43% des revenus de l'Etat sont encore absorbés par des intérêts financiers. D'après les analyses du FMI, cette situation rend toujours élevé un risque de surendettement en cas de choc économique, notamment sur le prix des matières premières ou les exportations du pays. Le gouvernement n'a pas souhaité s'engager dans un nouveau programme avec l'institution de Bretton-Woods. Leurs relations n'en sont pas pour autant interrompues. Au titre de l'article IV de ses statuts, le FMI effectue annuellement une revue de la stabilité macroéconomique du Gha na et émet des recommandations. Le gouvernement s'est dit également prêt à solliciter les services du fonds pour des missions d'appui technique en matière de gestion des finances publiques.

272 établissements de microfinance sous stress financier selon la Banque centrale.

Selon le dernier rapport de la Banque centrale sur le secteur financier, 272 institutions de microfinance (IMF) et banques rurales connaîtraient actuellement une situation de manque de liquidités ou seraient proches de la faillite. Ce nombre représente près de 38,5% de l'ensemble des établissements financiers non bancaires du pays. La situation menacerait directement les dépôts de plus de 700 000 personnes, estimés à 740 M GHC (130 M EUR). Plus de la moitié du total des dépôts détenus par les IMF seraient en péril. Ce constat était déjà connu en début d'année 2018 mais n'avait pas donné lieu à un plan de sauvetage. Celui-ci devrait finalement être lancé au cours du second trimestre 2019.

Les valeurs de la Bourse ghanéenne dévissent au premier trimestre.

Après une année de stagnation en 2018, l'indice boursier ghanéen a perdu près de 15% de sa valeur au premier trimest re 2019. Malgré l'amélioration de la situation macroéconomique du pays au cours des 24 derniers mois, les investisseurs ont eu tendance à se replier du marché boursier. 78% des ventes d'actions sur la période auraient été le fait de résidents étrangers. Les autorités ghanéennes lient cette évolution à des facteurs plus psychologiques que rationnels – liés à la fin du programme FMI – considérant qu'elle ne reflète pas les fondamentaux de l'économie. Les investisseurs anticiperaient notamment un accroissement du risque de dérapage fiscal d'ici les élections présidentielles de 2020. L'expérience des scrutins de 2012 et de 2016, qui avaient donné lieu à des déficits proches de 10%, justifierait cette position. Une récente loi budgétaire cependant, limite le déficit public à 5% hors circonstances exceptionnelles.

Liberia

Projet de construction d'un marché pour 3,8 M USD financé par le Japon.

Le projet de construction du marché 14 Omega a été officiellement lancé en présence du Président Weah, dans la communauté Omega à Paynesville (14km à l'est de Monrovia). Les travaux seront entrepris par la société de construction locale BMC Group, sous la supervision de la Liberian Agency for Community Empowerment, grâce à un financement de 3,8 M USD de l'Etat japonais. Selon le Président Weah, une fois terminée la structure pourra accueillir près de 4 000 vendeurs.

Sierra Leone

L'Etat interdit la pêche industrielle et les exportations de poisson durant le mois d'avril.

La Sierra Leone a interdit pour un mois, du 1^{er} au 30 avril, la pêche industrielle dans ses eaux afin de reconstituer les stocks de poissons. Selon la ministre de la Pêche, Emma Kowa Jalloh, cette mesure oblige les entreprises de pêche industrielle à cesser toute activité et interdit également toute exportation de poisson sur cette période. Pour information, selon une étude publiée en 2017 par sept institutions et organismes de recherche, la pêche ill égale représenterait environ 30% des prises des flottes de pêche industrielle étrangères en Sierra Leone. Le secteur de la pêche est l'un des principaux pôles de l'économie nationale, représentant environ 10% du PIB. Il représente aussi un enjeu de santé important, car fournissant environ 80% de l'apport en protéines animales du pays. A noter également, le secteur représenterait 3% des exportations du pays.

Orange et Ericsson s'associent pour développer la 4G.

Orange va rendre disponible la 4G sur 60 sites en s'appuyant sur le système radio du suédois Ericsson qui offre peu de latence, ce qui permettra aux usagers de visionner des vidéos HD ou de jouer à des jeux en réseau. Orange a également annoncé qu'il étendrait l'utilisation du système Ericsson à ses autres sites dans le pays pour couvrir des services de la 2G à la 5G. Pour rappel, l'opérateur français de télécommunications a lancé sa marque en Sierra Leone en octobre 2017, suite au rachat d'Airtel Sierra Leone avec son partenaire sénégalais Sonatel intervenu en 2016. Depuis cette reprise, Orange a investi plus de 30 M EUR dans des travaux de remise à niveau des infrastructures. Fin 2018, Orange a annoncé qu'il allait construire une cinquantaine de nouvelles antennes -relais en 2019 en plus des 235 que l'entreprise possède déjà dans le pays. Le groupe Orange est présent dans 16 pays de la zone subsaharienne avec plus de 50 M de clients. Pour information, selon le 2018 Global competitiveness report du World Economic Forum la Sierra Leone est classée 130ème sur 140 pour ce qui est de l'adoption des Technologies de l'information et de la communication. Le pays est 116ème pour le taux d'utilisateurs de téléphones cellulaires (6,28 M pour une population totale de 7,4 M d'habitants en 2016) mais 133ème pour le taux d'utilisateurs d'internet.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter!

@FR Eco Nigeria

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.